

eun particulier, ne devrait être forcé de se contenter d'un revenu inférieur à \$1,500 ou \$750, suivant le cas. L'honorable représentant de Montmagny-l'Islet devrait suivre l'exemple de son collègue de Pontiac: étudier afin de découvrir ce qui cloche dans notre régime.

Une VOIX: C'est ce que nous faisons.

M. JOHNSTON: Ça n'a pas paru dans ce discours. Un mot maintenant de la dette nationale. Voici ce que disait le ministre à ce sujet dans son exposé du 29 avril:

Le passif brut du Dominion, à la fin de l'année financière, est estimé à environ 17,660 millions de dollars, au regard de valeurs actives s'inscrivant à environ 4,590 millions, ce qui donne une dette nette estimative de 13,069 millions au 31 mars. Ce chiffre est naturellement inférieur de 352 millions à ce qu'il était l'an dernier, en raison de l'excédent réalisé sur les opérations de l'année.

Bien que le ministre l'ait fait plus tard, il eût été préférable qu'il nous dise à ce moment que l'excédent était presque entièrement attribuable à la vente de biens de guerre, qui a rapporté 372 millions de dollars, je crois. N'oublions pas que ces biens de guerre ont été édifiés par la population du pays, grâce à son travail et aux matériaux qu'elle a fournis, et qu'ensuite on les a vendus à vil prix pour réaliser 372 millions.

Je tiens à souligner que notre dette publique, à la fin de la dernière année financière, s'élevait à \$16,524,161,000 et que le service de cette dette se monte à 437 millions de dollars par année. Au moins les trois quarts de cette dette ont été accumulés au cours de la guerre. Elle provient en grande partie de ce que le Gouvernement a fait des fonds de l'effort de guerre en empruntant des banques à charte et des particuliers. D'après l'*Annuaire du Canada*,—je cite de mémoire, mais la référence se trouve à la page 946 ou 964,—avant la guerre, le quart de nos impôts servait à acquitter l'intérêt de notre dette nationale mais, depuis la guerre, vu l'augmentation de nos revenus, environ 20 p. 100 seulement des impôts servent à acquitter l'intérêt de cette dette.

Si le Gouvernement avait fait les frais de la guerre au moyen d'un crédit national, créé par l'entremise de la Banque du Canada,—l'honorable député qui a parlé l'autre soir semblait tout ignorer de la Banque du Canada; je lui conseille de se renseigner un peu,—il n'aurait pas accumulé une dette se chiffrant par des milliards de dollars et il aurait pu épargner presque la totalité de cette somme de 437 millions. Nous aurions pu employer cet argent à relever les exonérations d'impôt dans la mesure que j'ai proposée, sans nuire au crédit de la nation. Nous aurions pu supprimer les droits d'accise, qui se sont

[M. Johnston.]

élevés à 75 millions, et la taxe de vente, qui s'est chiffrée par 162 millions. Voilà le parti que nous aurions pu tirer de la Banque du Canada et qui nous aurait permis de relever convenablement les abattements. Nous aurions pu, du même coup, abaisser le coût de la vie sans compromettre notre situation financière, ce qui aurait amélioré le sort de la population canadienne au cours des prochaines années.

Selon l'honorable député préopinant, le fait d'envisager constamment une crise économique suffit à la provoquer. Il a peut-être raison, mais je ne suis pas crédule au point de croire que de pieux espoirs préviendront un tel bouleversement s'il est inévitable. Comme l'a conseillé l'honorable député, je veux faire preuve de bon sens. Récemment, le ministre a parlé de la possibilité d'une crise, ou plutôt d'une régression économique. Néanmoins, la différence entre une régression et une crise économique n'est guère sensible. Tout dépend de la classe qui en subit les effets. Aux Etats-Unis, on a déjà prédit une régression à cause de l'insuffisance de pouvoir d'achat qui existe là-bas aussi bien qu'au Canada. Le *U. S. Journal of Commerce* fait le commentaire suivant:

La régression existe... la production diminue ce mois-ci.

Cette déclaration remonte au 24 avril 1947. Dans le *Moody's Stock Survey* du 26 avril 1947, on parle d'un "ralentissement inquiétant des affaires".

Le *Business Week*, du 26 avril 1947, déclarait que:

...bien que les revenus de la plupart des gens aient effectivement augmenté, cette hausse ne correspond plus depuis longtemps à celle des prix.

Le *U.S. Journal of Commerce* indique également qu'il existe un écart de 21 p. 100 entre les salaires et les prix.

Monsieur l'Orateur, nous ne pouvons négliger ces avertissements. Certaines gens peuvent prétendre que c'est provoquer une crise que de la déclarer imminente. Quoi qu'il en soit, les faits sont là et nul autre que le ministre des Finances (M. Abbott) lui-même a jugé bon de nous mettre en garde. Je crois donc qu'il est grand temps de modifier notre régime financier; la population du Canada ferait bien de méditer l'histoire économique des partis libéral et progressiste-conservateur. Elle y constatera que, quel qu'ait été le parti au pouvoir, il nous a toujours acheminés vers une crise économique. Si nous nous engageons de nouveau dans la même voie, il est facile de prévoir que nous aboutirons au même résultat. Nous avons tous entendu ces avertissements et la population du pays serait bien avisée de suivre mon conseil. Je dois dire aussi à l'honorable député de Montmagny-